COLOMBIE - « On peut en finir avec la guerre en Colombie », Entretien avec Carlos Lozano Guillén

Franck Gaudichaud

lundi 4 juin 2007, mis en ligne par Franck Gaudichaud

Carlos Lozano Guillén est avocat et journaliste (Directeur de l'hebdomadaire du Parti communiste colombien, le journal Voz [1]. *Il a été Membre de la « Commission des notables » durant le processus de Paix en Colombie (1998-2002). Depuis la rupture des négociations, il travaille à la promotion de l'échange humanitaire entre les parties en conflit et il est régulièrement menacé de mort par divers groupes paramilitaires. L'association de Solidarité internationale « France Amérique Latine » (FAL) l'a invité durant le mois de mai à faire connaître la situation colombienne par le biais de diverses conférences, mais aussi en organisant une rencontre avec des Parlementaires à l'Assemblée nationale, des partis politiques de gauche et avec le Ministère des affaires étrangères. A chaque fois, il a pu défendre une solution de paix dans son pays et rappeler qu'il faut se mobiliser activement en ce sens, car il y a urgence…*

Franck Gaudichaud : Durant les dernières semaines, le Président Uribe a multiplié les annonces contradictoires dans la presse mondiale : d'un côté, il appelle à l'intervention des forces militaires pour libérer les otages de la guérilla et, de l'autre, il se proclame prêt à la libération de certains prisonniers politiques. Dans ce contexte, que pensez-vous des possibilités d'un échange humanitaire ?

Carlos Lozano : La perspective d'un échange humanitaire paraît très difficile à mettre en place durant le gouvernement d'Uribe Vélez. En effet, ce dernier a toujours eu l'habitude d'utiliser le thème de l'échange humanitaire chaque fois que son gouvernement connaît une crise, ceci afin de créer un rideau de fumée qui trompe l'opinion publique nationale et internationale. Ainsi, lorsque les scandales affectent son pouvoir politique et son image médiatique, il se lance dans des propositions audacieuses d'échange humanitaire, en guise d'échappatoire. En réalité, durant les cinq années passées de gouvernement, Uribe a surtout favorisé l'intervention des militaires, stratégie qui met en danger la vie des personnes détenues par la guérilla des FARC. Et il ne semble d'ailleurs pas avoir une réelle volonté politique de changer cette orientation. Face à cette politique, la gauche, le mouvement syndical et populaire, les ONGs intéressées ou encore « l'Appel de la Coordination pour l'échange humanitaire », qui regroupent de nombreux colombiens, font pression sur le gouvernement en dénonçant son manque de bonne volonté et en demandant à la Communauté internationale qu'elle agisse et exige d'Uribe, qu'une bonne fois pour toutes, il prenne la décision ferme d'entreprendre une négociation avec les FARC, ceci afin d'obtenir la libération des personnes retenues en otages.

FG : Peut-on dire, par conséquent, que l'actuel gouvernement serait le principal obstacle à l'échange humanitaire ?

CL : Bien sûr ! L'absence de volonté politique du gouvernement est l'obstacle principal. Uribe Vélez considère qu'un processus de négociation et d'échange humanitaire avec la guérilla des FARC (ce qui implique une zone de rencontre et la reconnaissance de la guérilla comme un interlocuteur politique), affecterait son programme de "sécurité démocratique", programme qu'il comprend comme une politique de guerre et de confrontation ouverte avec la guérilla, dans le but de la vaincre militairement.

FG : Si cette perspective d'échange humanitaire parait presque totalement fermée, la possibilité d'une négociation et résolution politique du conflit armé l'est sans doute aussi ?

CL : Oui, clairement. Nous qui défendons la voie d'un échange humanitaire, pensons que c'est une fois l'échange réalisé, que pourraient se présenter les conditions d'un processus de négociation politique. Ces deux processus ne sont pas liés l'un à l'autre, mais il se peut que cette éventualité existe. Mais sans détermination résolue du gouvernement en faveur de l'échange humanitaire, il y en aura encore moins d'espace pour une politique de négociation du conflit. Car négocier cela suppose reconnaître le conflit et dire qu'il existe des facteurs qui ont motivé un secteur de la population colombienne à se lever en armes pour affronter l'Etat. Cela signifie également un gouvernement qui assume publiquement qu'il faut modifier les causes qui sont à l'origine de l'affrontement et donc qu'il est nécessaire de réaliser des réformes, amplifier la démocratie, établir un certain nombre de normes nouvelles d'un point de vue social et politique : un ensemble de mesures qui marqueraient une ouverture dans le pays, distincte avec ce nous connaissons actuellement. De telles transformations ne font pas partie des calculs de Uribe Vélez, sa politique d'extrême droite liée aux intérêts états-uniens, ne lui permet pas d'envisager cette possibilité et éloigne ainsi d'autant plus toute solution politique.

FG : Dans ce contexte défavorable, quelles sont les marges de manœuvre des organisations de défense des Droits de l'Homme dans le pays ?

CL : Aujourd'hui, l'échange humanitaire et les perspectives d'une solution politique négociée dépendent des changements qui se produiront en Colombie, et de la pression nationale comme internationale pour qu'ils se produisent afin, d'une manière ou d'une autre, d'imposer des solutions démocratiques à cette situation. Uribe, embourbé au milieu d'une crise et de scandales politiques, est devenu un obstacle pour la démocratie en Colombie. La communauté internationale doit le comprendre, et c'est en ce sens que travaillent les forces de gauche et les secteurs populaires de Colombie. Avec le Pôle démocratique alternatif [2], une force nouvelle et rénovatrice a surgi en rassemblant la gauche. Je crois que la fortification du Pôle démocratique, le renforcement des luttes populaires (comme la grève du 25 mai le montre), est ce qui va rendre possible qu'on arrive à une solution politique, à l'échange humanitaire et, bien entendu, que se produisent des changements importants dans le pays. D'ailleurs, il ne faut pas exclure la possibilité que Uribe doive s'en aller et démissionner. C'est une perspective plausible et même les Etats-Unis commencent à y penser. Nous sommes naturellement opposés à un départ d'Uribe non accompagné de changements importants et où tout continuerait comme avant, c'est à dire à un "uribisme" sans Uribe. Ce que la gauche et le mouvement populaire doit soutenir c'est une solution démocratique à la crise, ce qui implique un virage clair dans la vie politique et sociale nationale. Cela nous devons le réussir avec le soutien de la communauté internationale et la force des masses populaires en Colombie.

FG : Tu as parlé de la grande grève populaire du 25 mai, cela veut donc dire que les luttes sociales continuent, malgré la forte répression ?

CL : Oui, la lutte sociale continue et il est nécessaire de dépasser ses faiblesses actuelles. La guerre sale, la répression, les assassinats de syndicalistes ont disséminé la peur au sein du peuple colombien. Mais nous sommes désormais en train de la vaincre et le mouvement populaire est traversé par une espèce d'air nouveau. Mais ces luttes rencontrent des difficultés, des limitations car jusqu'à maintenant, le mouvement populaire se bat autour d'objectifs particuliers : les éducateurs luttent pour leurs revendications, les étudiants de même, etc. Le mouvement ouvrier du secteur public réclame des hausses de salaires. Ce sont des revendications très importantes et significatives, mais qui sont souvent déconnectées du problème fondamental actuel, qui reste l'absence d'ouverture politique dans le pays, la nécessité du départ d'Uribe et la conquête d'un processus de rénovation démocratique. Il est nécessaire de travailler dans cette direction pour que la protestation populaire et la résistance civile se réfléchissent dans la réalité politique du pays, c'est à dire que le peuple colombien ait conscience qu'il faut aller plus loin. Pour l'instant, on ne voit pas de changements importants se dessiner à l'horizon et la crise que traverse le pays est une espèce de crise superstructurelle, qui ne trouve pas écho à la base, dans l'indignation et la colère du peuple colombien.

FG : Ces jours-ci, vous faites une tournée en France : qu'attendez-vous concrètement de ce voyage et de la pression internationale ?

CL : Tout d'abord, je souhaite qu'en France comme dans d'autres pays d'Europe, on comprenne la nécessité d'exiger un échange humanitaire en Colombie et une solution politique au conflit. Autrement dit, j'attends d'une certaine manière, que l'Europe s'unisse à la vague populaire colombienne, qu'elle appuie non pas la guerre mais, au contraire, les solutions politiques, la sortie négociée du conflit et la démocratisation de la vie nationale. Le peuple colombien, par exemple, est en tain de faire un énorme effort pour faire échouer le Traité de Libre Commerce (TLC), imposé par les Etats-Unis et qui apportera davantage de misère et de faim dans notre pays, tout comme un saccage encore plus grand des ressources naturelles. Le peuple colombien, et les travailleurs surtout, luttent contre le modèle néolibéral, facteur qui rétro-alimente le conflit colombien. C'est pour cette raison qu'il est non seulement vital d'empêcher l'application funeste du TLC et du modèle néolibéral, mais aussi d'approfondir la démocratie. Le grand problème d'Uribe est qu'il a cru que la paix s'obtiendrait en Colombie en limitant la démocratie et en intensifiant la confrontation armée. De notre côté, nous pensons exactement le contraire : la guerre ne se résoudra qu'au travers de solutions politiques et en fortifiant la démocratie, en favorisant la capacité du peuple colombien à participer aux décisions, sans limitation, sans fraude et surtout sans restrictions aux libertés publiques et démocratiques. Voilà la différence entre la conception "uribiste" de la politique et la conception progressiste et populaire. Il croit en l'autoritarisme, nous croyons dans les libertés et la démocratie.

FG : En ce qui concerne le rôle de l'Union européenne et la pression internationale, il existe un paradoxe : comment les gouvernements européens, qui dans leur majorité, sont des acteurs clefs du néolibéralisme pourraient-ils faciliter la résolution du conflit colombien ?

CL : Certes, mais notre appel va plus loin que les seuls gouvernements de l'Union européenne, elle s'adresse aux peuples européens, à leurs organisations de gauche ou plutôt « des gauches » comme disent les Espagnols, au mouvement syndical et populaire, aux secteurs démocratiques de ces pays. Des gouvernements, nous espérons, naturellement, qu'ils nous accompagnent vers une issue politique. C'est d'ailleurs l'attitude positive que nous avons trouvé de la part des gouvernements européens, car au-delà de leur position de droite ou même néolibérale, ils sont - au moins - favorables à une issue civile au conflit. En bref, ils n'appuient pas la guerre. Si la ligne militariste d'Uribe reçoit l'appui du gouvernement des Etats-Unis, en général, les gouvernements européens se sont prononcés pour un dialogue, une solution politique. Quel type de solution, quel type de dialogue ? C'est un problème que nous devons résoudre, nous les colombiens. Sans doute, les gouvernements européens ne coïncideront pas avec nous sur le détail et la signification des réformes à mener. Ils s'imaginent peut être que la solution politique est relativement plus facile et permettra de conserver les intérêts de la classe dominante colombienne… Nous espérons néanmoins qu'ils continueront à accompagner notre recherche d'issues civiles au conflit et surtout à condamner la guerre. Ce soutien est important et nous a déjà aidés par le passé, et cela n'implique pas obligatoirement que les gouvernements européens soient tous solidaires des luttes de notre peuple pour la transformation politique et sociale.

– Transcription de l'entretien en espagnol : **Rocío Gajardo F.**
– Traduction de l'espagnol : **Michel Donabin** (membre du Comité directeur de FAL).

Première publication en langue française dans France Amérique Latine Magazine.

Notes

[1] Fondé en 1957, *Voz* est le journal de gauche le plus ancien du pays.

[2] La « nouvelle gauche » du Pôle Démocratique Alternatif (PDA) regroupe plusieurs formation politiques, dont le Parti communiste colombien. Ancien président de la Cour constitutionnelle, Carlos Gaviria, 69 ans, s'est classé deuxième de l'élection présidentielle du 28 mai 2006 avec 22,04% des voix

sous la bannière du PDA.